

PORTRAIT

(BLUM TEL QU'IL EST)

C'était un de ces fils de bourgeois enrichis, qui font de la littérature aristocratique et jouent les patriciens de la Troisième République. Il se nommait Lucien Lévy-Cœur. Il avait... la parole câline, des manières élégantes, des mains fines et molles qui fondaient dans la main. Il affectait toujours une très grande politesse, une courtoisie raffinée... Il s'attaquait à tout ce qu'il y avait de viril, de pur, de sain, de populaire, à toute foi dans les idées, dans les sentiments, dans les grands hommes, dans l'homme. Au fond de toute cette pensée, il n'y avait qu'un plaisir mécanique d'analyse, d'analyse à outrance, une sorte de besoin animal de ronger la pensée, un instinct de ver... Lucien Lévy-Cœur était socialiste. Il n'était pas le seul à ronger le socialisme Les feuilles socialistes étaient pleines des ces petits bonshommes de lettres, art pour art, qui s'étaient emparés de toutes les avenues qui pouvaient conduire au succès. Ils barraient la route aux autres et remplissaient les journaux qui se disaient les organes du peuple, de leur dilettantisme décadent...

Dans *La Foire sur la Place*, le cinquième livre de Jean Christophe, Romain Rolland a brossé de main de maître, ce portrait du pharisien socialiste qu'on vient de lire. L'auteur écrivant en 1908, peignait d'après nature. Il connaissait bien son modèle... le citoyen Léon Blum, autrefois son condisciple à l'Ecole Normale Supérieure.

Le leader socialiste appartient, en effet, à une famille de la grande bourgeoisie d'affaires. Les comptoirs de la Maison Blum sont toujours installés au cœur de Paris, dans le quartier commerçant du Sentier, à deux pas de la Bourse, le temple moderne du Veau d'Or. Comme il est de règle dans les grandes familles de la bourgeoisie dominante, des fonctions différentes, mais complémentaires, furent réservées aux frères Blum. L'un d'eux, placé à la tête de l'entreprise paternelle, fut chargé de faire fructifier le capital de la famille en exploitant les prolétaires. L'autre, celui qui nous intéresse particulièrement, fut commis à la défense des intérêts de la Maison Blum et de toutes les maisons capitalistes, à la sauvegarde des privilèges de la classe des exploités. Il fit carrière dans la haute administration et dans la « politique ». La politique pour les Lévy-Cœur, c'est l'art faisandé de truquer et de brouiller les cartes, pour tromper la classe ouvrière, pour l'abuser à force de mensonges et d'hypocrisie, pour la démoraliser et la détourner de la lutte libératrice, bref pour maintenir la domination de la bourgeoisie.

Léon Blum se fit donc avocat. Il entra au Conseil d'Etat. On sait que ce super-parlement, dont les membres sont recrutés avec soin, veille au contenu et à la forme des lois et décrets. Il assure la continuité du pouvoir exécutif – et la réalité de la dictature du Capital – en déléguant ses « légistes » dans les bureaux des ministères et à la direction des grandes administrations de l'Etat bourgeois. C'est ainsi que Blum devint chef du cabinet de Marcel Sembat, ministre socialiste pendant la première guerre impérialiste.

Car Léon Blum était socialiste. Mais confessa-t-il au Congrès de Tours, « je ne suis entré qu'à deux reprises dans la vie publique du parti (1) ». Il est très vrai que Léon Blum n'avait effectué, en 1904-1905, qu'un premier stage limité dans le parti socialiste, juste le temps d'appuyer l'aile révisionniste et opportuniste que condamna le Congrès international d'Amsterdam. Il est aussi vrai qu'il ne reprit du service actif – pour le compte de la bourgeoisie – qu'en 1917, en qualité de partisan de la guerre impérialiste avec le sang des prolétaires, en qualité de désorganisateur du mouvement ouvrier.

Avant de se glisser à la direction du parti socialiste, Léon Blum s'était surtout consacré à des travaux littéraires. On chercherait vainement dans sa prose équivoque la moindre trace d'une pensée forte. Le délicat esthète écrivit alors un *Essai sur le mariage*, qui obtint un certain succès dans la société des salonnards et autres profiteurs du régime aux mœurs dissolues, mais qui reste ignoré des prolétaires révolutionnaires. Léon Blum fut l'un des principaux collaborateurs de *la Revue Blanche*, périodique d'un éclectisme douteux. Il y soutint le millerandisme, rompant des lances contre le marxisme. Plus d'une fois, il s'attaqua, dans la forme cauteleuse et enveloppée qui lui est propre, à Jules Guesde, en ce temps-là le leader ouvrier de plus proche de Marx en France. Léon Blum se consacra par la suite à la critique théâtrale dans les colonnes du *Matin*, le plus vénal des journaux parisiens, le principal bénéficiaire des chèques Raffalovitch, dont la caisse était alimentée par l'or du tsar. *Le Matin* déversait quotidiennement des tombereaux d'ordures sur Jaurès et les socialistes, tout comme il bave aujourd'hui sur les communistes et l'Union soviétique.

Survient la première guerre impérialiste. Le parti socialiste sombre dans l'union sacrée. Cependant, en 1917, après trois années de deuils, de souffrances, voici que des masses plongées dans l'horreur s'élèvent en France les premières rumeurs de mécontentement. A l'Est, la vague révolutionnaire a déjà chassé le tsar. Elle s'élève et s'élèvera jusqu'à se transformer en octobre en une marée humaine formidable guidée par les bolcheviks, guidée par Lénine et Staline, qui submergera tout, et fera place nette sur un sixième de la terre pour un monde nouveau, pour le monde du socialisme. Les répercussions de la Révolution russe ne se font pas attendre. Dans la classe ouvrière, dans les syndicats, dans le parti socialiste, l'opposition à la guerre grandit. Et Léon Blum fait sa « rentrée » dans le parti socialiste. Or, par ses origines, par son activité, par son genre de vie, Léon Blum est absolument étranger à la classe ouvrière. Tout en lui trahit l'aristocratie : son maintien, son souci d'élégance, son langage, son style maniéré. Il est simplement l'agent conscient de la bourgeoisie dans les rangs du mouvement ouvrier.

En décembre 1920, le Congrès de Tours décide à une énorme majorité l'adhésion du parti socialiste à l'Internationale communiste fondée par Lénine. Léon Blum prend la parole au nom de la minorité chauvine et impérialiste. Le discours qu'il prononce porte bien la marque de son habituelle mauvaise foi, de sa casuistique fielleuse. Se prétendant révolutionnaire et même partisan de la dictature du prolétariat, Léon Blum s'efforce de démontrer que les communistes tournent le dos au marxisme – pas moins –, qu'ils sombrent dans l'anarchisme, le blanquisme et même le carbonarisme. Léon Blum sait très bien aligner les mots en « isme » ; il aime jongler avec les idées. Il sait aussi prêter à ses adversaires des conceptions extravagantes qu'il se donne la gloire de pourfendre. Dans cette période de poussée révolutionnaire consécutive à la première guerre impérialiste, Blum avait pour mission de démoraliser les masses, de les effrayer, de les détourner de la lutte pour le pouvoir. Calomniant les travailleurs, insultant à leur enthousiasme révolutionnaire, Blum parle, non sans mépris, du danger qu'il y aurait à « s'appuyer sur l'espèce de passion instinctive, de violence moutonnaire des masses profondes et inorganiques (1) ». La thèse communiste fixe comme première tâche le rassemblement, l'organisation et la direction des masses laborieuses en vue de les conduire à la lutte consciente et efficace contre le pouvoir de la bourgeoisie. Léon Blum caricature, dénature cette pensée juste. Il veut jeter le discrédit sur toute forme d'action révolutionnaire. Il ose provoquer le Congrès en déclarant que les travailleurs « ne pourraient même pas prendre une caserne de pompiers ».

Blum se livre à un autre numéro de prestidigitation. Il s'avoue prêt à l'action illégale – ah mais ! – puis il ajoute qu'il a horreur de l'action clandestine. Léon Blum, dès cette époque, prétend rétablir contre le Parti communiste l'accusation calomnieuse de « société secrète »,

fondée sur l'organisation de « groupes d'assaut » et obéissant à des « comités occultes et irresponsables (2) ». Au Congrès même, Daniel Renoult, un vieux militant de notre Parti, ancien disciple de Jaurès, s'indigne contre le « discours provocateur » de Léon Blum. Ce n'est, dit-il, « que la transposition en langage de congrès du rapport de M. Jousset, juge d'instruction, contre les communistes emprisonnés (3) ».

Il n'y a pas si longtemps que le réactionnaire Fernand Laurent citait à la tribune de la Chambre une brochure de Blum rédigée en 1931 et réimprimée en 1937, dans laquelle notre Parti communiste est diffamé odieusement, à la grande satisfaction des hommes de la réaction.

Après Tours, voici Léon Blum à la tête du parti socialiste, puis plus tard, directeur de son quotidien. Léon Blum méprise les adhérents de base du parti socialiste ; il n'a jamais aucun contact avec les milieux ouvriers. Il va surtout s'employer à prévenir, à réduire les oppositions. Il est l'homme de la « synthèse », de la « conciliation », c'est-à-dire des motions « nègre-blanc », qui escamotent les divergences, qui « noient le poisson ». Entre temps, le conseiller d'Etat en retraite ne néglige pas son cabinet d'avocat. Les magnats de la finance se disputent ses précieux avis. Il plaide leurs causes méprisables devant les tribunaux. On voit même un jour Blum défendre l'industriel Lederlin contre un autre avocat politicien, alors socialiste, Paul Boncour, qui représentait, lui aussi, une firme capitaliste, les blanchisseries de Thaon. On apprend une autre fois à la Chambre que Léon Blum ne dédaigne pas d'effectuer des démarches personnelles auprès des ministres réactionnaires, en faveur de riches capitalistes qu'il veut faire exonérer d'une partie de leurs impôts, de plusieurs millions est-il précisé.

Il est vrai que Léon Blum est au mieux avec les personnages consulaires de la République bourgeoise. Le dirigeant socialiste, toujours si digne en public et devant les adhérents de son parti, est « à tu et à toi » avec les Tardieu et les Herriot. Il y a bien parfois un peu de tirage dans le parti socialiste, par exemple lorsque Blum favorise trop ouvertement contre le candidat de son parti le réactionnaire Forgeot. Alors on ne tarde pas à apprendre que c'est le prix du service rendu au directeur du *Populaire* par ce Monsieur Forgeot qui a casé le fils Blum chez Hispano-Suiza.

Quand on connaît les intérêts considérables de cette firme industrielle en Espagne, la « non-intervention », qui a fait la triste célébrité de Léon Blum, n'est plus tout à fait un mystère.

En 1924 ont lieu les premières élections législatives vraiment « libres » depuis la guerre. Le Parti communiste a lutté courageusement contre le traité de Versailles, contre l'occupation de la Ruhr. Il a combattu le chauvinisme et appelé les soldats français à la fraternisation avec le peuple allemand. Il propose au parti socialiste d'unifier l'action de la classe ouvrière et de réaliser, en vue des élections et pour après, le Bloc ouvrier et paysan. Mais Blum fait repousser les propositions communistes. Il conduit le parti socialiste à un accord avec le parti radical, au Cartel des gauches. Au lieu d'unir la classe ouvrière, il la divise davantage, il met une fraction de cette classe ouvrière au service direct de la bourgeoisie. Le résultat, deux ans après le succès électoral du Cartel des gauches, c'est la pire réaction de nouveau au pouvoir.

En 1925-1926, Blum est l'un des responsables directs de la guerre au Maroc et en Syrie. Il réclame la flétrissure contre les députés communistes qui condamnent la guerre. Il demande des poursuites contre le Comité central d'action contre la guerre. Son rôle ignoble de fauteur de guerre et de colonialiste est démasqué par la publication de la fameuse lettre Vatin-Pérignon. Ce haut fonctionnaire français au Maroc expose le plan général d'opérations politiques et militaires conçu par les cercles impérialistes et indique à la fin : « Blum fera le

reste ». C'est-à-dire que le bourgeois chargé de « travailler » le parti socialiste exécutera sa besogne exécrationnelle dans le mouvement ouvrier.

En 1926, le parti socialiste, inspiré par Blum, décide de « laisser faire l'expérience Poincaré ». Les finances de l'Etat bourgeois se trouvent dans un désordre inextricable. Le déficit budgétaire augmente. La trésorerie se vide. Le franc dégringole. Le coût de la vie monte en flèche. La classe ouvrière est mécontente. Les manifestations se multiplient. Les grèves éclatent. La réaction installe au pouvoir Poincaré, l'homme de la guerre et de la misère, l'homme de Ruhr et du double-décime... Et Léon Blum se démène pour éviter les difficultés à son « ami Poincaré », lequel lui a rendu un hommage chaleureux et solennel dans son discours de Bordeaux (1927). Avec l'aide de son autre compère et complice Tardieu, Léon Blum fait élire un socialiste, Fernand Bouisson, à la présidence de la Chambre. Cependant, les travailleurs de Paris ne tardent pas à exprimer leurs sentiments envers le traître Blum.

En 1928, les ouvriers du XXe arrondissement, de ces quartiers qui virent combattre et mourir les derniers communards, chassent Blum de la Chambre des Députés ; ils élisent à sa place un militant communiste poursuivi et alors recherché par la police, Jacques Duclos. Blum, d'ordinaire si prudent, perd quelque peu la tête, il exhale rageusement son dépit. Il insulte les travailleurs parisiens, dont le cœur reste et restera acquis au parti de la classe ouvrière. Blum écrit « qu'il faut détruire les cadres communistes ».

Cependant le communisme progresse. L'influence de l'Union soviétique grandit parmi les travailleurs des pays capitalistes. Les ouvriers qui subissent le chômage, les bas salaires, les privations, constatent qu'au pays des Soviets il n'y a plus de chômage. Ils constatent qu'à la première phase de reconstitution, de rassemblement des forces, de consolidation du pouvoir, succède une période d'essor inouï de la construction socialiste. Le Parti bolchévique, sous la ferme direction de Staline, fait triompher, contre les capitulars et opportunistes devenus des traîtres au service de l'étranger, la ligne générale de l'industrialisation, puis de la collectivisation. Les peuples de l'Union soviétique exécutent dans l'enthousiasme le premier plan quinquennal. Le travail devient une question d'honneur. Une ère nouvelle commence où la vie devient plus facile, plus heureuse pour tous : hommes, femmes, vieux, jeunes, enfants. La science soviétique brille d'un éclat incomparable. Les exploits de ses aviateurs, de ses marins, de ses explorateurs du Pôle, les découvertes de ses savants font l'admiration de tous les travailleurs, de tous les honnêtes gens des pays capitalistes.

Alors Léon Blum entreprend une vile campagne de dénigrement systématique contre l'Union soviétique et ses réalisations grandioses. Malgré les protestations de plus en plus nombreuses des ouvriers socialistes, Le Populaire, qui n'a jamais publié une seule ligne favorable à l'Union soviétique, imprime journalièrement les pires ragots contre-révolutionnaires, les calomnies antisoviétiques les plus ignominieuses. Pour rédiger sa feuille immonde, Léon Blum rassemble une clique de menchéviks et de renégats du communisme international, les Rosenfeld, les Rossi et Cie. Aboyeur en chef, Léon Blum tente d'atténuer la portée des succès grandissants de la construction socialiste. Il ne craint pas de comparer les travailleurs libres et heureux de l'Union soviétique aux ilotes antiques. Il déclare perfidement : « Avec un nombre suffisant d'esclaves on peut toujours bâtir des pyramides (1) ».

Le Parti communiste se dévoue aux intérêts des masses laborieuses. Il lutte pour les salaires des ouvriers, les allocations des sans-travail, pour les secours aux paysans, pour la protection de la jeunesse et le soutien des vieillards et des invalides. Le Parti communiste lutte pour l'unité de la classe ouvrière.

Le large courant unitaire s'approfondit peu à peu. Léon Blum cherche alors à dresser une digue. L'ennemi résolu de l'unité ouvrière s'efforce de multiplier les obstacles. Ne pouvant s'opposer ouvertement au mot d'ordre de l'unité, il écrit hypocritement : « Il serait déplorable que le rapprochement s'accomplisse prématurément... »

Pourtant l'unité d'action est nécessaire et urgente. Seule elle peut permettre à la classe ouvrière de repousser l'assaut de la réaction. Mais le bourgeois Léon Blum n'a cure de tels soucis. Il s'efforce plutôt de faire croire que la menace réactionnaire n'est pas tellement sérieuse. Au lendemain des élections générales de novembre 1932 en Allemagne, Blum se hâta d'écrire : « Le chemin du pouvoir est désormais fermé à Hitler... La social-démocratie a eu Hitler... » Deux mois après, Hitler était chancelier du Reich. Léon Blum est un mauvais prophète, dira-t-on ! Les faits démentent presque toujours ses prévisions savantes ! Lui-même a dû convenir plus d'une fois qu'il s'était lourdement trompé. Il n'en est pas moins absolu et tranchant dans ses nouvelles affirmations. Le grand homme de la social démocratie étale une fausse science. En fait, il ne voit jamais plus loin que le bout de son nez.

Mais le plus souvent, chez lui, il ne s'agit nullement « d'erreurs », mais bien d'une politique consciente, mûrement réfléchie, délibérée dans les cercles dirigeants de la bourgeoisie, une politique que le sinistre Blum est chargée de mener dans les rangs de la classe ouvrière, au profit de la réaction. Blum n'affecte de reconnaître une erreur que lorsque les travailleurs ont déjà acquis la conviction que sa politique est dangereuse, nuisible. Le rusé politicien comprend alors qu'il ne peut pas insister davantage, sous peine d'être démasqué comme agent direct de la bourgeoisie, et de perdre toute influence sur la classe ouvrière. Il calcule froidement qu'il vaut mieux pour lui feindre la bonne foi surprise, exprimer des regrets hypocrites, afin de conserver plus ou moins de crédit sur les travailleurs insuffisamment avertis, et portés naturellement à la générosité. Il peut alors poursuivre sa besogne méprisable. Et il trouve chaque fois une forme nouvelle, toujours plus raffinée, pour tromper la classe ouvrière.

Pendant de longues années, Léon Blum a combattu, avec un acharnement digne d'une meilleure cause, les multiples propositions communistes d'unité d'action. D'abord, il assura que toute idée de contact avec les communistes lui était insupportable. Puis, contraint par la poussée unitaire des masses d'abandonner cette position purement négative, il tenta de justifier son hostilité à l'unité d'action par des considérations sur l'unité organique. Puis, reculant toujours, Léon Blum essaya de se dérober au front unique en France, en prétextant qu'il fallait d'abord le réaliser sur le plan international. Mais en même temps, il combattait les propositions d'unité adressées à différentes reprises par l'Internationale communiste à l'Internationale socialiste.

Enfin, en 1934, Blum doit faire l'aveu, en première page de son journal, que par leur action persévérante, les communistes ont rendu le front unique « inévitable ». A ce moment, la direction du parti socialiste se trouve tout simplement débordée par la volonté unitaire des travailleurs. La majorité des ouvriers socialistes, de nombreuses sections locales, plusieurs organisations départementales sont déjà entraînées par les communistes dans l'action commune. Blum agit alors selon la fameuse boutade : « Je suis leur chef, donc je les suis. » Mais il ne suit que pour garder le contact avec ses troupes, pour avoir la possibilité de les reprendre en main à la première occasion, pour poursuivre sous de nouvelles formes sa lutte contre l'unité de la classe ouvrière. C'est ce que prouve toute son activité depuis juillet 1934, depuis que, sur l'initiative des communistes, a été conclu le Pacte d'unité d'action, puis constitué le Front populaire.

En mai 1936, le Front populaire remporte un immense succès aux élections législatives. En sa qualité de leader du parti socialiste – le parti qui avait obtenu le plus grand nombre de

sièges à la Chambre, – Léon Blum devient président du Conseil. Il dit alors au Congrès extraordinaire du parti socialiste, le 30 mai 1936 : « Je ne serai pas Kérenski ; si je m'en allais, ce ne serait pas Lénine qui recueillerait l'héritage. » En un tel moment, et compte tenu de la différence entre la situation de la Russie en 1917, en pleine révolution, et celle de la France en 1936, où la caractéristique essentielle était le recul de la réaction sous la pression des masses, la phrase de Léon Blum a la signification suivante : « Mes chers amis capitalistes, soyez tranquilles. Je ferai tout pour briser l'élan des masses. Je ferai tout pour que le Front populaire n'ouvre pas à la classe ouvrière et au peuple la perspective d'une amélioration substantielle et durable de leur sort, pour que votre profit ne soit pas réduit, pour que votre domination, « *notre* » domination ne soit pas mise en péril. Pour éviter d'être un jour Kérenski, je serai Noske, je serai Muller. Contre le Front populaire, contre la classe ouvrière, contre le communisme, je ferai le lit de la réaction. »

Et de fait, Blum et son gouvernement ne tardent pas à tourner le dos au programme du Front populaire.

Dès le début d'août 1936, un coup terrible est porté au Front populaire. Léon Blum prend l'initiative désastreuse de la prétendue « non-intervention », cette « erreur tragique que le peuple espagnol paye de son sang », écrit un jour le parti socialiste espagnol au parti socialiste français. Chacun voit maintenant que c'était là une simple réalisation du plan de la réaction internationale contre la classe ouvrière, contre le Front populaire en Espagne et en France. Le traître Blum commet l'un des plus grands crimes de son existence malfaisante. Le chargé d'affaires des capitalistes de France et d'Angleterre prive sans hésiter le peuple espagnol des moyens qui lui permettraient de faire face victorieusement à la rébellion des généraux parjures et à l'invasion étrangère. Il sacrifie aux buts de réaction et de guerre des capitalistes de tous les pays la cause du Front populaire, l'avenir de la classe ouvrière et même la sécurité de la frontière française des Pyrénées. Léon Blum *sait* que si l'Espagne républicaine est défaite, le Front populaire et la classe ouvrière de France seront bientôt écrasés à leur tour par la réaction. Il *sait* que le peuple de France sera précipité à brève échéance dans les horreurs de la guerre impérialiste. Mais c'est là précisément le but que Blum et ses pareils ont assigné à leurs agissements criminels. Et ce Tartuffe immonde essaye de justifier par des phrases sur la paix la condamnation à mort qu'il porte contre les centaines de milliers d'hommes et de femmes et d'enfants espagnols. Il devient hideux d'hypocrisie, jusqu'à donner la nausée à ceux qui doivent parfois l'approcher, non sans répulsion. Ce comédien consommé essuie une larme, il sanglote, il va défaillir.

Un jour, Blum reçoit dans son luxueux cabinet de l'Hôtel Matignon les représentants du Front populaire d'Espagne. Ils sont venus demander la levée du blocus infâme. En leur nom parle Dolorès Ibarruri, la Pasionaria. Sa voix ardente expose les souffrances du peuple espagnol ; elle dit la volonté de résistance qui anime les héros sans armes ; elle dit leur courage surhumain ; elle dit que ceux qui luttent, que ceux qui meurent, ont la conviction de lutter et de mourir pour la cause de tous les partisans du progrès et de la paix dans le monde, pour l'avenir des travailleurs de tous les pays. Elle dit avec émotion la gratitude des républicains espagnols envers le peuple de France qui a envoyé ses meilleurs fils dans les tranchées devant Madrid inviolé, et qui s'efforce d'aider matériellement l'Espagne libre. Elle dit aussi, sans farder les mots, que malheureusement on ne retrouve pas chez les ministres, et en particulier chez le président du Conseil, les sentiments de solidarité active qui sont ceux du peuple de France, avant tout du magnifique prolétariat de Paris.

Sur ces mots, la Pasionaria se tait.

Alors Léon Blum, qui a baissé le front sous les reproches amers, se lève comme avec peine et se dirige vers Dolorès. Il paraît accablé. De sa poitrine oppressée s'exhale un long

soupir. Puis s'arrêtant, il lève les bras au ciel et s'écrie : « En vérité, je suis torturé ! Je vous comprends. Je suis d'accord avec vous ! Mais... Je ne puis agir autrement ! »

Le cœur froid et sec du répugnant personnage ne peut l'empêcher de veiller avec une rare férocité au maintien rigoureux du blocus.

Sous son gouvernement, les consulats français en Espagne deviennent des officines de désertion qui essayent de décomposer la nouvelle armée populaire. Le consul de Valence, approuvé par Blum, se rend jusque dans les casernes. Que de fois ne s'est-il pas prévalu de cette politique contre-révolutionnaire auprès de ses amis de la réaction ! A la fin de 1938, Blum rappelle à la Chambre que, deux ans auparavant, il a ordonné de retenir à Hendaye, en territoire français, les armes et les munitions que le gouvernement républicain avait expédiées à destination du front d'Irun. Il dit lui-même que quelques douzaines de ces mitrailleuses appartenant aux républicains auraient pu suffire aux miliciens pour repousser les bandes de Franco. Or, garder Irun, c'eût été la possibilité de garder Saint-Sébastien, Bilbao, tout le pays basque et les Asturies. L'ancien ministre socialiste Prieto, dans un discours prononcé à Santiago (Chili) et publié dans *El Socialista* a confirmé le fait, en ajoutant que « c'était encore pire » que ne l'avait dit Blum. Pendant tout le temps que dura la guerre d'Espagne, Blum intrigue auprès des dirigeants socialistes espagnols, auprès de Caballero, Prieto, Besteiro et Cie, pour faire triompher sa thèse de compromis avec Franco, pour diviser le Front populaire. En tant qu'agent de l'Angleterre capitaliste, Blum est l'inspirateur direct de Casado et autres traîtres qui poignardent les défenseurs de Madrid et les livrent aux assassins fascistes.

Léon Blum doit être hanté par les spectres de ses innombrables victimes ; comme lady Macbeth, il doit voir avec terreur le sang innocent qui tache à jamais ses mains aux doigts longs et crochus.

En février 1937, Léon Blum, à l'étonnement des travailleurs, décrète la « pause ». Il estime qu'il est temps de « souffler », de « digérer » les réformes du Front populaire. Or, les seules acquisitions notables sont celles que la classe ouvrière a imposées par son action directe en mai 1936 : la semaine de 40 heures, les congés payés, les conventions collectives.

Lorsque les délégués de la C.G.T. se trouvaient en juin 1936 dans son bureau de l'hôtel Matignon., Blum leur disait : « C'est entendu, je présente tous ces projets en octobre ! » Benoît Frachon lui répondit : « C'est tout de suite, avant 48 heures, que tout doit être voté », ce qui fut fait sous la pression des masses.

Blum opère en septembre 1936 une première dévaluation du franc, ce qui provoque la hausse du coût de la vie et annule partiellement le bénéfice des augmentations de salaires.

En février 1937, les vieux attendent la retraite. Les chômeurs attendent du travail. Les postiers, sous l'administration de Lebas, attendent les 40 heures. Les jeunes attendent l'organisation de l'apprentissage. Les paysans attendent la caisse des calamités agricoles, l'exécution des grands travaux de voirie, d'irrigation et d'électrification. Mais Blum décide de tourner ouvertement le dos au programme du Front populaire. Il s'emploie à affaiblir le mouvement ouvrier, à miner le Front populaire. Au témoignage d'Ibarnegaray, enregistré au *Journal Officiel*, Léon Blum facilite la reconstitution de l'organisation factieuse des Croix de Feu.

On trouve l'explication de cette forfaiture dans la provocation sanglante de Clichy. Malgré les protestations de la population ouvrière de cette ville administrée par des socialistes, Léon Blum et son ministre de l'Intérieur, Dormoy, avaient autorisé le rassemblement des Croix de Feu dans une salle proche de la Mairie. C'était l'époque où se multipliaient en France les attentats criminels et les assassinats fomentés par les mercenaires du Capital, agents de l'étranger. Les travailleurs manifestent leur indignation contre la

provocation organisée par le policier Dormoy. Ils descendent pacifiquement dans la rue. Les gardes mobiles obéissant aux ordres d'un commissaire divisionnaire *socialiste*, tirent sur la foule des prolétaires. On ramasse de nombreux tués, on transporte en hâte des dizaines de blessés à l'hôpital Beaujon. Les dirigeants communistes accourent sans tarder à Clichy, sur le lieu des fusillades. Puis ils se rendent à l'hôpital auprès des blessés. Vers minuit survient en tenue de soirée le président du Conseil. L'assassin des ouvriers de Clichy sort de sa loge de l'Opéra, raide sous l'habit de cérémonie, guindé dans son plastron, ganté de blanc, le chapeau haut de forme à la main, la pelisse sur les épaules. Une rumeur d'indignation s'élève alors de la foule des parents des blessés, des ouvriers collés contre les grilles de l'hôpital. Plusieurs blessés félicitent avec une ironie amère le chef du gouvernement pour le soin qu'il met à veiller à l'ordre dans la rue, contre les ouvriers.

En juin 1937, sans que la Chambre ait jamais voté contre le gouvernement, Blum abandonne la direction des affaires... Il prend prétexte des difficultés d'ordre parlementaire qu'il rencontre au Sénat. Les communistes proposent à Blum et au parti socialiste de ne pas céder à la pression réactionnaire, d'organiser la résistance des masses, de mener une vigoureuse action commune au Parlement et hors Parlement, comme on l'avait fait en février 1934, en juillet et en août 1935, en mai 1936.

Mais Blum réussit à empêcher toute action commune. Il déclara ouvertement par la suite qu'une telle lutte « se serait propagée dans le pays ; elle se serait traduite par de graves mouvements populaires gagnant sans cesse en amplitude et en énergie (1) ». Et cela, Blum et la bourgeoisie ne le voulaient à aucun prix. La crainte du mouvement des masses, voilà bien ce qui domine chez Blum. Naturellement, les petits bourgeois effrayés – et aussi le grand bourgeois qui pose au socialiste – prêtent à la classe ouvrière leurs propres sentiments de couardise et de lâcheté. Léon Blum expliqua donc à Bordeaux qu'on ne pouvait songer à lutter « parce que dans les masses populaires un besoin de repos, de répit, de tranquillité, se joint aujourd'hui à l'ardeur passionnée des convictions » (*sic*). Comme cette phrase bien balancée transporte d'aise le petit bourgeois socialisant : « Ardeur des convictions et besoin de tranquillité. » Soyons ardents, mais ne bougeons pas ! Parlons, bavardons, pérorons, mais surtout ne laissons pas agir la classe ouvrière ! Telle est la ligne de conduite des Blum.

En septembre 1938, Léon Blum se fait l'avocat de la capitulation de Munich. Il a livré l'Espagne à Franco, il ne peut manquer d'applaudir à une trahison qui livre la Tchécoslovaquie à Hitler. Tout le monde, aujourd'hui, a pu se convaincre que Munich n'était pas la paix, que c'était, au contraire, un complot tramé par la réaction internationale contre la paix, contre les peuples, contre l'Union soviétique. Munich a posé d'une façon aigüe, le problème du partage du monde entre les Etats capitalistes rivaux, Munich a ouvert la dernière écluse au flot sanglant et boueux de la guerre impérialiste. Mais Léon Blum, en octobre 1938, chante la douceur de vivre. Avec ses façons insupportables et indécentes d'analyse publique de soi-même, le jouisseur égoïste fait l'aveu des sentiments de « lâche soulagement et de honte » qu'il éprouve. Plus tard, il confessa naturellement son erreur munichoise. Pour l'instant, il ne songe qu'à apporter tout son appui à Daladier, cet autre politicien sans scrupule. Le 4 octobre, le groupe socialiste, sur les instances de Léon Blum, ratifie la trahison de Munich. Le même jour, il décide de ne pas s'opposer à la demande de pleins pouvoirs formulée par Daladier. La suite, ce sont les décrets-lois qui sabrent à travers la législation sociale imposée par le Front populaire ; c'est la grève du 30 novembre 1938, trahie par Blum et Jouhaux, et brutalement réprimée par leur complice Daladier. La suite, c'est le coup de grâce porté à la République espagnole ; c'est l'apparition odieuse des camps de concentration où sont parqués comme des malfaiteurs les héros de l'armée populaire espagnole et les glorieux combattants des Brigades internationales. La suite, c'est l'attaque sur tous les fronts

contre la classe ouvrière, contre tous les travailleurs, et *c'est la guerre impérialiste*.

Lénine écrit en décembre 1914 :

La guerre européenne atteste la plus profonde crise historique, le commencement d'une nouvelle époque. Comme toute crise, elle accentue fortement les contradictions cachées, les révèle, déchire le voile de toutes les hypocrisies, rompt avec les conventions, ruine les autorités pourries et corrompues.

Plus tard, au mois d'août 1915, dans sa brochure sur la faillite de la IIème Internationale, Lénine ajouta :

La guerre apporte un tel bouleversement dans l'histoire que l'on ne peut plus, aujourd'hui, considérer l'opportunisme comme on l'appréciait autrefois... L'opportunisme, d'une façon générale, en Europe, vivait en quelque sorte son adolescence avant la guerre. Depuis, il a mûri et l'on ne saurait lui rendre l'innocence de la jeunesse.

Les événements actuels confirment singulièrement les fortes pensées exprimées par Lénine, à l'occasion de la première guerre impérialiste. La guerre actuelle aiguise et met à nu toutes les contradictions du régime capitaliste. Elle n'est pas seulement sur l'arène internationale le heurt des principaux impérialistes qui se disputent la domination du monde. Elle s'accompagne à l'intérieur de chaque pays capitaliste, en premier lieu dans les pays des belligérants, d'une aggravation inouïe de l'exploitation des masses laborieuses et d'un renforcement correspondant des positions de la réaction. La guerre réduit à néant les illusions pacifiques démocratiques dont les politiciens socialistes berçaient la classe ouvrière. Aussi averti qu'on puisse l'être contre la politique de trahison des leaders socialistes, on reste confondu par l'énormité de leur nouveau crime, et l'on ne saurait en juger sur la base des considérations admises avant le déclenchement de cette guerre.

C'est ainsi que même pour une canaille politique de l'envergure de Blum, il n'y a pas de commune mesure entre ce qu'il a pu dire et faire hier, et ce qu'il dit et fait aujourd'hui. Abandonnant ses contorsions et ses sifflements de reptile répugnant, Blum donne désormais libre cours à ses instincts féroces de bourgeois exploiteur qui a tremblé un moment pour ses privilèges. Il ne prend plus la peine de dissimuler le contenu véritable de sa politique : la défense des intérêts du Capital. En bon chien de garde, il aboie à pleine gueule contre la classe ouvrière, contre l'Union soviétique, contre le communisme.

Jamais un gouvernement n'a tant besoin que pendant une guerre du consentement de tous les partis classes dirigeantes et de la paisible soumission de la classe opprimée.
(Lénine)

Or, si Daladier peut se targuer jusqu'à présent de mener sa politique de guerre avec le consentement de tous les partis de la bourgeoisie, y compris le parti socialiste, il n'a pas pu obtenir la soumission de la classe ouvrière et de son avant-garde, le Parti communiste.

En 1914, le parti socialiste, derrière ses chefs traîtres, a déserté la cause du prolétariat et s'est mis au service de l'impérialisme. En 1939, le Parti communiste, Comité central en tête – exception faite d'une poignée de lâches renégats sans influence – est resté fidèle à la cause de la classe ouvrière, à la cause de la paix. Il dénonce le caractère injuste, réactionnaire, impérialiste de la guerre actuelle. Il appelle tous les travailleurs à la lutte contre la réaction en France en vue d'imposer une paix immédiate. Il continue à lutter pour la défense des revendications quotidiennes de tous les exploités. Il exalte la ferme politique de paix de

l'Union soviétique que les fauteurs de guerre impérialiste ne sont pas parvenus à précipiter dans un chaos sanglant.

La réaction enrage de se heurter à cette opposition conséquente et résolue à la guerre impérialiste. La répression s'abat sur la classe ouvrière, sur le Parti communiste. Le chacal Blum prend la tête de la meute hurlante déchaînée contre le communisme, contre l'Union soviétique. Dès la signature du pacte de non-agression entre l'Union soviétique et l'Allemagne, Blum entreprend une ignoble campagne provocatrice. Daladier-Sarraut lui accordent une première satisfaction en supprimant *L'Humanité*. Le gremlin se livre à une véritable danse du scalp. Il adresse aux militants communistes des sommations insultantes et impudentes. Il les presse de renier le Parti, leur Internationale, de désavouer l'Union soviétique, de trahir comme lui les intérêts de la classe ouvrière sous peine d'être livrés aux conseils de guerre.

Blum reprend contre les communistes l'infâme calomnie qui tua Jaurès. Ils sont, écrit le vil laquais des banquiers de Londres, les « agents de l'étranger ». Blum se fait le pourvoyeur des prisons et des bagnes. Il dégringole au dernier degré de l'ignominie : il suggère au gouvernement que les « militants communistes soient traduits devant les tribunaux, condamnés et exécutés ». Cependant, les coups conjugués du gouvernement et de Blum ne peuvent ébranler l'unité du Parti communiste. La réaction ne peut obtenir les défections sensationnelles et nombreuses qu'elle escomptait à force de corruption, de chantage et de menaces. Le Parti communiste reste ferme. Il précise sa ligne d'opposition irréductible à la guerre impérialiste. Il décide des mesures pour développer l'action des masses contre la réaction et la guerre. Le gouvernement interdit alors le Parti communiste. L'interdiction a été provoquée, préparée, rendue possible par Blum et son complice Jouhaux, cet autre récidiviste de la trahison. Tous deux, ils ont lancé la calomnie contre les militants communistes, ils les ont fait exclure des directions syndicales, ils les ont livrés à la police. Blum a demandé et obtenu l'arrestation des députés communistes, il a demandé et obtenu qu'ils soient privés du mandat qui leur fut confié par le suffrage universel. *Le Populaire* publie comme des bulletins de victoire les communiqués de police qui annoncent les arrestations massives de communistes. Il souligne avec complaisance les lourdes condamnations à 5 et 6 années de prison qui frappent les combattants de la paix. Il se félicite, avec une ironie cynique, que des milliers d'ouvriers communistes soient jetés « sur la paille humide des cachots ».

Car la bourgeoisie française, qui hésite à faire la guerre contre l'Allemagne capitaliste, la mène avec une vigueur impitoyable contre la classe ouvrière. Elle s'efforce de briser toute opposition à sa politique de réaction et de guerre. Elle dissout, avec l'aide de Jouhaux et de Blum, les organisations syndicales qui veulent continuer à défendre les intérêts des ouvriers. Elle peut ainsi réduire les salaires, allonger la journée de travail, augmenter les impôts ; elle peut ainsi faire payer aux pauvres les frais d'une guerre qui coûte chaque jour près *d'un milliard de francs*. Mais dans les usines, les ouvriers mécontents résistent. Blum se fâche tout rouge. Il excite démagogiquement les paysans contre les ouvriers, les soldats du front contre leurs camarades mobilisés dans les usines. « Je n'hésite pas à dire, *écrit-il*, que l'opinion n'accepterait pas la hausse indéfinie des salaires (1) ». Or, les salaires, loin d'être augmentés, malgré la hausse du coût de la vie, sont frappés d'un relèvement de 15% et de 40% après la huitième heure de travail. Toujours contre l'augmentation des salaires réclamée par les ouvriers, Blum déclare : « Personne n'accepterait que les erreurs commises dans la conduite financière et économique de la guerre vinssent la menacer et la compromettre. »

Qu'importent les souffrances et la vie des malheureux ! Blum n'a en vue que les buts de guerre de la bourgeoisie impérialiste. Il s'acquitte avec zèle, sinon avec succès de la tâche que lui a confiée la réaction : justifier la guerre aux yeux des travailleurs.

Beaucoup de prolétaires comprennent que la guerre actuelle est une guerre de pillage et de brigandage. Ils se souviennent que les communistes ont toujours dit : « Le capitalisme engendre la guerre. » Ils se souviennent de la formule de Jaurès : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nue porte l'orage. » Ils se souviennent que Lénine a proclamé :

Si le socialisme ne triomphe pas en Europe, la paix entre les Etats capitalistes ne sera qu'une trêve, qu'une interruption dans la préparation de nouveaux carnages.

Lénine a eu le mérite immense de souligner qu'au stade actuel du développement du capitalisme – à l'époque impérialiste caractérisée par la formation de puissants monopoles, la domination des grandes banques, l'exportation du capital financier et le partage du monde entre les plus grandes puissances –, la guerre est *le seul moyen de mesurer*, à un moment donné, les changements intervenus dans le rapport des forces entre les grands Etats capitalistes. La guerre est le *seul moyen* qu'ont les forbans impérialistes de déterminer la « part » de chacun dans la domination du monde, dans l'exploitation des peuples coloniaux, et semi-coloniaux, des travailleurs « libres » des pays dits civilisés.

L'enseignement des maîtres du socialisme permet de découvrir les causes profondes et les buts de la guerre actuelle. Pour son compte, la bourgeoisie française veut maintenir contre la bourgeoisie allemande les positions dominantes qu'elle s'était assurées lors de la signature du traité de Versailles. L'impérialisme français veut garder en sa possession les colonies que convoitent l'impérialisme allemand...et l'impérialisme italien.

Mais Blum-la-Guerre veut faire croire que la France capitaliste, avec un rare désintéressement, n'a pris les armes que pour rester « fidèle à ses engagements » envers la Pologne. Il prétend que « la guerre imposée à la France a pour enjeu réel et unique l'indépendance et la sécurité de la Patrie (1) ». Il prétend que si des millions d'ouvriers et de paysans français sont des morts en sursis, c'est pour sauver « la civilisation moderne, celle qui se fonde sur les droits naturels de la personne, sur les libertés civiques, sur la justice due aux individus et aux peuples (2) ». Quelle puante hypocrisie, quel cynisme odieux, de la part du coquin qui inventa la « non-intervention », cette rupture unilatérale par la France de son traité de commerce avec l'Espagne républicaine ; de la part du partisan « lâche et honteux » de Munich, cette rupture unilatérale par la France de son traité d'alliance formelle avec la Tchécoslovaquie ; de la part du représentant de cette bourgeoisie féroce qui maintient sous le joug 70 millions d'esclaves coloniaux.

A qui l'auxiliaire de la police, le mouchard Léon Blum fera-t-il croire que la France est encore une « terre de liberté », lorsque 10 000 travailleurs sont emprisonnés ou internés dans les camps ; lorsque les réfugiés espagnols et les volontaires des Brigades internationales souffrent eux-aussi dans les camps ; lorsque Daladier rétablit la « lettre de cachet » de l'Ancien Régime, que la presse libre est supprimée, que le Parlement est domestiqué et que les députés fidèles au peuple, arrachés à leur banc, sont jetés en prison !

Comme pendant l'autre guerre, Blum affirme aux travailleurs trompés que, cette fois, c'est vraiment la « dernière ». Il leur promet un « monde nouveau » ou règnera la « justice sociale ». Les prolétaires ne peuvent se laisser prendre à ces mensonges grossiers qui n'ont même plus le mérite de l'originalité. Si ce n'est pas la classe ouvrière qui finit cette guerre à sa manière, en chassant du pouvoir la réaction et ses Blum, la menace subsistera en d'autres futures « dernières ».

Enfin, là où Blum se surpasse lui-même en canaillerie, c'est lorsqu'il s'en prend à l'Union soviétique, au Parti bolchévique, à Staline, ce géant de la pensée et de l'action révolutionnaire. Dans son délire de belliciste enragé, Blum dévoile le fond de la politique

antisoviétique de la bourgeoisie française. En lisant Blum, en parcourant les colonnes de sa feuille méprisable, chaque travailleur peut comprendre que l'ennemi contre lequel la bourgeoisie française voudrait bien concentrer les forces des impérialistes rivaux, c'est l'Union soviétique, c'est le pays du socialisme.

Blum trahit la rage dépitée des provocateurs de guerre qui n'ont pas réussi à entraîner l'Union soviétique dans un conflit sanglant, dont elle eût supporté seule tout le poids. L'inaction complète de la France et de l'Angleterre, malgré leurs promesses à la Pologne, montre bien que leurs dirigeants réactionnaires avaient espéré que la guerre serait surtout une guerre antisoviétique, à laquelle ils auraient assisté de loin en se frottant les mains, sinon même en apportant une aide discrète à l'Allemagne.

Ce calcul perfide a été déjoué. L'Union soviétique pratique de façon indépendante et résolue sa politique de paix, mais Blum, de plus en plus excité, prêche ouvertement la croisade antisoviétique. Il écrit : « Pendant un certain nombre d'années le péril hitlérien a dissimulé à l'Europe le péril russe. » Il trépigne d'une joie mauvaise lorsque le gouvernement de la Finlande réactionnaire, soudoyé par les impérialistes franco-anglais, répond par des provocations aux propositions de bon voisinage et de règlement de frontières, qui lui sont faites par le gouvernement soviétique. L'Armée Rouge doit entrer en campagne. Alors, l'homme de la « non-intervention » demande instamment que soient envoyés aux Mannerheim et aux Tanner « des avions, de l'artillerie, des munitions de toute espèce (1) ». Que peuvent penser de ce gremlin les foules ouvrières qui, pendant trente mois, ont salué le nom détesté par les cris mille fois répétés : « Des avions, des canons pour l'Espagne ! »

Le menteur professionnel Blum lance la légende d'une « Finlande démocratique et socialiste ». Il présente les bandits qui terrorisent le peuple finlandais et ont assassinés 18 000 ouvriers, au témoignage de Branting, comme « une élite par la culture et la dignité morale ». Blum exulte lorsque la S.D.N., redevenue une simple agence des impérialismes anglais et français prend des mesures tendant à la guerre antisoviétique. Mais il est impatient. « Il faut aller vite, il faut coordonner cette action. » Il presse la Suède et la Norvège d'entrer en guerre contre l'Union soviétique, de fournir des soldats à la cause exécrationnelle de la réaction internationale.

Blum méprise la dernière recommandation de Guesde mourant : « Il faut monter la garde autour de la Révolution russe. » Heureusement, les travailleurs de France ne sont pas décidés à faire la guerre à l'Union soviétique. Ils sauraient suivre, le cas échéant, l'exemple glorieux des marins de la Mer Noire.

L'histoire du mouvement ouvrier international est riche en figures magnifiques de lutteurs révolutionnaires, de combattants courageux et fermes de la grande cause du socialisme. Mais elle connaît aussi des traîtres méprisés et honnis par tous les travailleurs. Les Millerand, les Pilsudski, les Mussolini, les Noske, les Trotski ont été autrefois vomis par le mouvement ouvrier. Or, il y a en Blum l'aversion de Millerand pour le socialisme, la cruauté de Pilsudski, la férocité de Mussolini, la lâcheté qui fait les hommes sanguinaires comme Noske et la haine de Trotski envers l'Union soviétique.

La classe ouvrière ne peut manquer de clouer ce monstre moral et politique au pilori d'infamie. Elle ne peut manquer de condamner et de rejeter avec horreur et dégoût Blum-le-bourgeois, Blum-la-non-intervention, Blum-la-pause, Blum-l'assassin-de-Clichy, Blum-le-policier, Blum-la-guerre. C'est une condition de la lutte victorieuse pour la paix, pour le socialisme.

(*L'Internationale communiste*, février 1940.)

Notes :

Page 1 : *Compte rendu sténographique du Congrès de Tours* (1920) p. 273

Page 2 : *Ibidem*, p. 263

Page 3 : *Ibidem*, p. 255 et p. 277

Page 4 : *Compte rendu du XXVIIIème Congrès socialiste* (1931) p. 85

Page 8 : *Le Populaire*, 5 juillet 1937

Page 10 : *Le Populaire*, 6 janvier 1940.

Page 11 : *Le Populaire*, 25 novembre 1939 ; 21 décembre 1939

Page 12 : *Le Populaire*, 24 décembre 1939

